

*Les subsides*

Elle ne peut pas gagner sur les deux tableaux. Elle ne peut pas accuser le gouvernement d'être entièrement responsable du taux de chômage actuel tout en refusant de reconnaître que c'est grâce à lui que le taux de chômage était faible quand son gouvernement a pris le pouvoir en juin 1979. Ce n'est pas par hasard qu'elle a dit la vérité. Bien sûr, le taux de chômage était faible. Mais elle devrait également nous expliquer pourquoi. Il était faible parce que ses collègues et elle ont hérité d'une économie qui avait été très bien gérée au cours des 16 années de régime libéral, d'abord sous la direction de M. Pearson puis sous celle du premier ministre actuel (M. Trudeau).

Je suis reconnaissant aux députés d'en face qui ont participé au débat aujourd'hui d'avoir lancé un avertissement aux Canadiens. Ils leur ont fait comprendre à quoi ils pouvaient s'attendre. La motion à l'étude montre bien que l'opposition continue à naviguer dans le brouillard. Elle cherche à leurrer un public qu'elle croit sans doute dépourvu de toute jugeote. Les critiques de l'opposition montrent aux Canadiens comment ils s'apprentent à administrer le pays. Néanmoins, malgré tous leurs espoirs, les Canadiens ne sont pas si crédules. Ils savent distinguer la réalité de la fiction. Ils savent ce qui se passe et que le gouvernement actuel a beaucoup fait pour les jeunes et qu'il a même joué un rôle de chef de file à cet égard.

Alors que le parti conservateur national passe son temps à imaginer ce qu'il ferait s'il était au pouvoir, les conservateurs de l'Ontario préfèrent s'inspirer des initiatives libérales. Par exemple, le gouvernement ontarien a récemment annoncé la nomination de Ken Dryden au poste de Commissaire à la jeunesse. Maintenant que la saison de hockey est terminée, l'opposition pourrait peut-être demander à M. Peter Pocklington de lui prêter Wayne Gretzky. Lui, au moins, ferait une véritable opposition. Mais en désignant quelqu'un pour s'occuper des problèmes de la jeunesse, le gouvernement de l'Ontario n'a fait encore une fois que reprendre une bonne idée libérale.

● (1730)

En décembre de l'an dernier, le gouvernement annonçait son intention de s'occuper des problèmes des jeunes en nommant le tout premier ministre d'État à la Jeunesse (M<sup>me</sup> Hervieux-Payette). Depuis lors, le gouvernement s'attache à faire participer les jeunes à la planification de leur avenir.

Examinons d'un peu plus près la motion en discussion. Désireuse de tromper les gens, l'opposition a cherché à représenter la performance canadienne comme la plus mauvaise de tous les pays industrialisés occidentaux. L'opposition prétend que notre taux de chômage chez les jeunes adultes reste le plus élevé de tous les pays industrialisés occidentaux. Voilà ce que dit l'opposition, monsieur le Président. Mais ce n'est pas vrai, et les députés d'en face le sauraient s'ils se donnaient la peine d'examiner les chiffres.

Selon une prévision publiée récemment par l'Organisation pour la coopération et le développement économiques, en 1984 le taux de chômage chez les jeunes était beaucoup plus élevé en Espagne, en France, au Royaume-Uni et en Italie qu'au Canada. En termes relatifs, le Canada n'a pas connu non plus

le plus fort pourcentage d'augmentation du chômage des jeunes. En comparant les taux réels de 1979 aux prévisions de 1984, le taux de chômage des jeunes au Canada a augmenté de 42.3 p. 100 au cours de la période de cinq ans. Il est certain que nous ne sommes pas satisfaits de ce chiffre. Nous essayons autant que nous pouvons de le réduire avec, pourrais-je ajouter, certains résultats très encourageants dont je parlerai dans un moment.

L'opposition aime bien déclarer, comme je le vois dans la motion d'aujourd'hui, que la politique du gouvernement est responsable du chômage au Canada. Par conséquent, regardons ce qu'ont réussi à faire certains autres pays, monsieur le Président, et voyons quel succès ils ont connu au cours de la même période.

L'augmentation moyenne du taux de chômage des jeunes au cours de la période de cinq ans de 1979 à 1984, pour les sept pays étudiés par l'OCDE, qui sont les États-Unis, le Japon, l'Allemagne fédérale, la France, le Royaume-Uni, l'Italie et le Canada est de 53.7 p. 100, soit 11.5 p. 100 de plus que le Canada. Sur le plan individuel, nos 42.3 p. 100 sont nettement inférieurs aux 96.6 p. 100 du Royaume-Uni. C'est exact. Le Canada a connu une augmentation de 42.3 p. 100 alors que le Royaume-Uni, sous un gouvernement conservateur bien entendu, a connu une augmentation de 96.6 p. 100. Et que dire de l'Allemagne fédérale? Là, en cinq ans, l'augmentation du chômage des jeunes a été de 291 p. 100.

En fait, l'OCDE prévoit que le Canada et les États-Unis seront les seuls pays où le taux de chômage des jeunes diminuera en 1984. Apparemment, monsieur le Président, la politique du gouvernement dans ce domaine n'est pas aussi déplorable que les députés d'en face voudraient nous le faire croire.

Il n'y a pas de doute que les quelques dernières années ont été difficiles, ici comme à l'étranger. La récente récession a enlevé au gouvernement toute marge de manœuvre. Les augmentations du coût de l'argent, associées à l'entrée sur le marché du travail de la génération du boum des naissances, ont fait que des économies déjà fragiles en sont arrivées au point de rupture. De plus, notre société connaît des changements profonds, en grande partie en raison de la nouvelle technologie. Il n'est que naturel que dans une société en évolution rapide, il y ait une période d'incertitude au cours de laquelle les compétences traditionnelles sont incapables de suivre les innovations techniques. Mais, là encore, grâce au programme national de formation du gouvernement, nous nous employons à fournir en toute hâte aux jeunes de ce pays les compétences dont ils auront besoin pour s'adapter aux demandes du marché du travail canadien en évolution rapide.

Lorsque tous ces événements sont comparés à la proportion des jeunes sur le marché du travail, on s'aperçoit que le défi relevé par le gouvernement du Canada est réellement remarquable. La plupart des nations industrialisées ont connu un déclin du pourcentage de jeunes dans la population active totale au cours des dernières années. Toutefois, en termes absolus, la baisse au Canada qui était de 25 p. 100 en 1982 était la troisième derrière l'Australie et le Portugal.